PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 4 SEPTEMBRE 2023 à 19 h 30

Le quatre septembre deux mille vingt-trois à dix-neuf heures trente minutes, le conseil municipal, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la mairie de Saint Méard de Gurçon sous la présidence de Monsieur Cyril BARDE, maire.

Date de la convocation : 29 août 2023

Membres présents : Barde Cyril, Arsigny Jocelyne, Delhay Paul, Bonnamy Gérard, Bragagnolo Gilberte, Radin Benoit, Lejas Dominique, Pires Jean-Claude, Mignon Jean-Pierre et Costella Jérémy

Membres excusés : Carrier Brigitte, Minaud Aurélie, Dubourdy Laetitia et.

Membres absents : Petit Maëva et Rivier Yoann

Le quorum étant atteint, le maire ouvre la séance.

Secrétaire de séance : Benoît Radin

Ordre du jour :

- Délibération pour passage à la nomenclature budgétaire M57,
- Délibération pour convention d'adhésion à la mission de médiation préalable obligatoire avec le CDG16,
- Délibération pour confier au CDG 24 la mission de signalement et de traitement des actes de violence, discrimination, harcèlement et agissements sexistes,
- Délibération pour confier au CDG24 la mission de référent déontologue des élus locaux,
- Délibération pour renouveler la convention de missions temporaires avec le CDG24,
- Délibération pour renouveler les membres de la commission de contrôle des listes électorales
- Délibération actant la présentation du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'alimentation en eau potable du SMDE 24 pour l'exercice 2022,
- Révision des représentants au comité communal « feux de forêt »,
- Etude du devis de réfection de la toiture des garages des logements rue de Ste Foy,
- Installation d'un pare-ballon au stade,
- Compte-rendu sur les dossiers en cours,
- Questions diverses.

Délibération pour passage à la nomenclature budgétaire M57

Monsieur le Maire présente le rapport suivant :

1 - Rappel du contexte réglementaire et institutionnel

En application de l'article 106 III de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, dite loi NOTRe, précisé par le décret n°2015-1899 du 30 décembre 2015, les collectivités territoriales peuvent par délibération de l'assemblée délibérante, choisir d'adopter le cadre fixant les règles budgétaires et comptables M57 applicables aux métropoles.

Cette instruction, la plus avancée en termes d'exigences comptables et la plus complète, résulte d'une concertation étroite entre la Direction Générale des Collectivités Locales (DGCL), la Direction générale des Finances Publiques (DGFIP), les associations d'élus et acteurs locaux. Destinée à être généralisée, la M57 deviendra le référentiel de droit commun de toutes les collectivités locales d'ici le 1er janvier 2024

Reprenant sur le plan budgétaire les principes communs aux trois référentiels M14 (communes et établissement publics de coopération intercommunale), M52 (Départements) et M71 (Régions), elle a été conçue pour retracer l'ensemble des compétences exercées par les collectivités territoriales. Le budget M57 est voté soit par nature, soit par fonction.

Le référentiel budgétaire et comptable M57 étend en outre à toutes les collectivités les règles budgétaires assouplies dont bénéficient déjà les Régions, offrant une plus grande marge de manœuvre aux gestionnaires.

Compte tenu de ce contexte réglementaire et de l'optimisation de gestion qu'elle introduit, il est proposé d'adopter la mise œuvre de la nomenclature budgétaire et comptable M57 pour le budget principal à compter du 1er janvier 2024.

La M57 prévoit que les collectivités de moins de 3 500 habitants appliquent la M57 abrégée. Cependant, il leur est possible d'opter pour la M57 développée pour avoir des comptes plus détaillés. Toutefois, les obligations budgétaires des collectivités de plus de 3 500 habitants ne s'appliqueront pas.

L'option à la M57 développée doit être mentionnée dans la délibération. A défaut, la nomenclature prévue pour cette strate de population s'appliquera.

2 – Application de la fongibilité des crédits

L'instruction comptable et budgétaire M57 permet de disposer de plus de souplesse budgétaire.

Une faculté est donnée à l'organe délibérant de déléguer à l'exécutif la possibilité de procéder, dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de chacune des sections, à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel. L'autorisation de procéder à de tels virements de crédits devra être donnée à l'occasion du vote du budget. Ces mouvements font alors l'objet d'une communication à l'assemblée au plus proche conseil suivant cette décision.

3 – Fixation du mode de gestion des amortissements en M57

La mise en place de la nomenclature budgétaire et comptable M57 au 1er janvier 2024 implique de fixer le mode de gestion des amortissements des immobilisations et subventions.

La nomenclature M57 pose le principe de l'amortissement d'une immobilisation au prorata temporis. L'amortissement prorata temporis est calculé pour chaque catégorie d'immobilisation, au prorata du temps prévisible d'utilisation. L'amortissement commence ainsi à la date de mise en service de l'immobilisation

Pour les collectivités de moins de 3 500 habitants, l'obligation d'amortir s'applique aux seules subventions d'équipement versées. En l'absence d'information précise sur la date de mise en service de l'immobilisation financée, il est possible de retenir la date d'émission du mandat comme date de début d'amortissement.

Or, pour des questions de simplification, il est possible d'amortir ces biens « en année pleine », quelle que soit leur date d'acquisition. Il est donc proposé d'adopter cette règle dérogatoire du calcul des amortissements sur le mode linéaire par dérogation à la règle de calcul au « prorata temporis »

Ceci étant exposé,

Vu l'article L2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales

Vu l'article 106 III de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe)

Vu l'arrêté interministériel du ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales et du ministre délégué chargé des comptes publics en date du 9 décembre 2021 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M57

Vu l'avis du comptable public en date du 24 mai 2023 pour l'application anticipée du référentiel M57 avec le plan comptable développé pour la commune de Saint Méard de Gurçon au 1er janvier 2024 ;

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide :

- d'adopter, à compter du 1er janvier 2024, la nomenclature budgétaire et comptable M57 développée.
- que la nomenclature M57 développée s'appliquera au budget principal ;
- de maintenir le vote des budgets par nature et de retenir les modalités de vote de droit commun, soit un vote au niveau du chapitre pour les sections d'investissement et de fonctionnement ;
- de ne pas recourir aux amortissements, hormis ceux obligatoires (subventions d'équipement versées), de calculer l'amortissement des subventions d'équipement versées selon la méthode linéaire en année pleine ;
- de ne pas adopter de Règlement Budgétaire et Financier (RBF) ;
- d'autoriser Monsieur le maire à mettre en œuvre les procédures nécessaires à ce changement de nomenclature budgétaire et comptable et à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Délibération pour convention d'adhésion à la mission de médiation préalable obligatoire avec le CDG16 :

Monsieur le Maire présente le rapport suivant :

Après une période d'expérimentation, la loi pour la confiance dans l'institution judiciaire du 22 décembre 2021 pérennise et généralise la médiation préalable obligatoire (MPO) à la saisine du juge administratif pour certains litiges de la Fonction Publique.

Il s'agit d'une mission obligatoire proposée par les centres de gestion à laquelle les employeurs territoriaux sont libres d'adhérer à tout moment. Lorsqu'une collectivité fait le choix d'adhérer à la mission de MPO et conclut une convention avec le centre de gestion, les actes concernés par la médiation préalable obligatoire doivent mentionner, dans les voies et délais de recours, l'obligation de saisir le médiateur du centre de gestion avant toute saisine du tribunal administratif, dans le délai de recours contentieux. A défaut, le délai de recours contentieux ne court pas à l'encontre de la décision litigieuse.

L'article 2 du décret n° 2022-433 du 25 mars 2022 relatif à la procédure de médiation préalable obligatoire, liste les domaines de la médiation préalable obligatoire :

- la rémunération ;
- les refus de détachement, de placement en disponibilité ou de congés non rémunérés ;
- la réintégration à l'issue d'un détachement, d'un placement en disponibilité ou d'un congé parental ou relatives au réemploi d'un agent contractuel à l'issue d'un congé non rémunéré ;
- le classement de l'agent à l'issue d'un avancement de grade ou d'un changement de cadre d'emplois obtenu par promotion interne ;
- la formation professionnelle tout au long de la vie ;
- les mesures appropriées prises par les employeurs publics à l'égard des travailleurs handicapés (aménagement pour assurer l'accès ou le maintien du poste aux travailleurs handicapés) ;
- l'aménagement des conditions de travail des fonctionnaires qui ne sont plus en mesure d'exercer leurs fonctions pour des raisons médicales.

En revanche le recours à la médiation préalable ne peut être demandée pour résoudre les litiges concernant des décisions faisant intervenir un jury ou une instance paritaire (par exemple en matière de concours ou de discipline) ainsi que des décisions d'inaptitude médicale et de calcul des droits à la retraite.

L'agent doit saisir le médiateur par courrier ou courriel accompagné de la copie de la décision contestée. La saisine interrompt le délai de recours contentieux et suspend les délais de prescription jusqu'au terme de la médiation.

Un recours gracieux ou hiérarchique après l'organisation de la médiation n'interrompt pas de nouveau le délai de recours.

Monsieur le maire donne lecture de la convention d'adhésion préparée par le CDG24 qui a désigné le CDG16 pour assurer cette mission de médiation préalable obligatoire.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide d'adhérer au dispositif de médiation préalable obligatoire et autorise le maire à signer toute pièce et acte se rapportant à ce dossier.

Délibération pour confier au CDG 24 la mission de signalement et de traitement des actes de violence, discrimination, harcèlement et agissements sexistes :

Les collectivités et établissements publics doivent mettre en œuvre un dispositif de signalement et de traitement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement sexuel ou moral et d'agissements sexistes. Depuis le 1er avril 2023, les collectivités de la Dordogne peuvent confier la gestion de ce dispositif au CDG 24. Conformément aux mesures réglementaires, le dispositif permet de :

- recueillir les signalements effectués par les agents des collectivités ayant adhéré à la prestation proposée par le CDG 24,

- orienter ces agents vers les services et professionnels compétents chargés de leur accompagnement et de leur soutien,

- orienter ces agents vers les autorités compétentes pour prendre toute mesure de protection fonctionnelle appropriée et assurer le traitement des faits signalés

Ce dispositif de signalement et de traitement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement sexuel ou moral et d'agissements sexistes est ouvert aux agents s'estimant victimes ou témoins de tels actes ou agissements. Il n'est pas nécessaire qu'il y ait une relation hiérarchique entre l'auteur présumé des faits et la victime. L'auteur peut être donc un collègue, un formateur, un prestataire ou un usager du service.

Le témoin doit recueillir l'accord préalable de la victime pour communiquer les faits et les potentiels éléments de preuve, permettant d'étayer le signalement.

A chaque étape, le CDG 24 garantit la stricte confidentialité de la procédure, sa neutralité et son impartialité. En effet, le référent « signalements » est soumis aux obligations suivantes :

- indépendance : absence de directive extérieure quant au traitement du signalement,
- neutralité : entre victime et auteur des faits,
- impartialité : absence de conflits d'intérêts,
- loyauté : pas de conseil ou de représentation de l'une des parties,
- discrétion et secret professionnels.

Ce dispositif respecte la politique du CDG 24 concernant la protection des données personnelles (RGPD). Les informations détenues par le CDG 24 sont limitées au strict nécessaire. Seules les personnes habilitées au titre de leurs missions ou de leurs fonctions accèdent aux données à caractère personnel traitées.

Le CDG 24 a passé une convention avec le CDG 33 afin que ce dernier procède à la réception des saisines et l'examen de leur recevabilité. Le CDG 33 transmet ensuite les signalements recevables au référent « signalements » désigné par le Président du CDG 24.

Pour procéder à un signalement, il convient de compléter le formulaire de signalement éventuellement accompagné de tout document nécessaire au traitement de la demande, puis de l'envoyer soit par voie électronique : <https://app01.cdg33.fr/signalement/form.php>

Soit par voie postale : Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Gironde - Dispositif de signalements AVDHAS - Immeuble Horiopolis - 25 rue du Cardinal Richaud -CS 10019 - 33049 Bordeaux Cedex

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide de bénéficier de la prestation mutualisée du CDG24 concernant le dispositif de recueil des signalements d'actes de violence, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel et d'agissements sexistes et autorise le maire à signer toute pièce et acte se rapportant à ce dossier.

Délibération pour confier au CDG24 la mission de référent déontologue des élus locaux

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 1111-1-1,

Vu le Code Général de la Fonction Publique,

Vu la loi n° 2015-366 du 31 mars 2015 visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat,

Vu la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses dispositions de simplification de l'action publique locale,

Vu le décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l'élu local,

Vu l'arrêté du 6 décembre 2022 pris en application du décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l'élu local,

Considérant la possibilité de désigner un même référent déontologue de l'élu local par plusieurs collectivités, groupements de collectivités ou syndicats mixtes, par délibérations concordantes,

Considérant la proposition du Centre de Gestion de la Dordogne de désigner le même référent déontologue que pour les élus du CDG et la prise en charge des frais relatifs aux prestations du référent déontologue de l'élu local par ledit CDG jusqu'au 31 décembre 2023,

Vu le rapport du Maire,

Il est mis en place un référent déontologue élus locaux dans les conditions prévues par le décret du 6 décembre 2022 pour les élus locaux de la commune de SAINT MEARD DE GURCON. Cette fonction de référent déontologue est confiée à M. Alain PARIENTE, Maître de Conférences en droit public à la faculté de droit de BORDEAUX.

Le référent élu local assure les missions suivantes :

- tout conseil utile au respect des principes déontologiques consacrés par la charte de l'élu local,

- à la demande de l'élu qui le saisit, interlocuteur de la Haute Autorité pour la Transparence de la Vie Publique concernant les déclarations d'intérêts et de situation patrimoniale des élus locaux de la collectivité concernée.

Le référent déontologue de l'élu local est tenu au secret professionnel et à la discrétion professionnelle dans les conditions définies par le décret du 6 décembre 2022 ainsi que par les articles 226-13 et 226-14 du Code Pénal.

La fonction de référent déontologue des élus locaux est assurée de manière indépendante et impartiale. Dans l'exercice de ses fonctions, le référent déontologue des élus locaux ne peut solliciter ni recevoir d'injonctions de l'autorité investie du pouvoir de nomination ou de son représentant.

Il est par ailleurs précisé que cette fonction s'exercera sans préjudice de la responsabilité de l'élu qui demeure seul responsable de ses obligations déontologiques.

Pour mener à bien sa mission, le référent déontologue disposera des moyens matériels nécessaires et sera rémunéré à hauteur de 80 € par dossier et pourra percevoir des frais de déplacement, le cas échéant.

Ces dépenses seront à la charge du Centre de Gestion jusqu'au 31 décembre 2023. Un premier bilan sera effectué par le CDG au dernier trimestre afin de décider si la prise en charge des dépenses est maintenue en 2024 ou pas.

La saisine s'effectuera via un formulaire dédié téléchargeable sur le site internet du Centre de Gestion ou par courrier, recommandé avec accusé de réception, à l'adresse suivante : Référent déontologue des élus locaux – Centre de Gestion de la Dordogne - Maison des Communes – 1 boulevard de Saltgourde – BP 108 – 24051 PERIGUEUX CT Cedex9

La mention « confidentiel » devra figurer sur l'enveloppe.

Les réponses devront être traitées dans des délais raisonnables et prendront la forme d'un avis détaillé remis au seul intéressé auteur de la saisine.

Le référent déontologue des élus locaux est désigné pour la durée du mandat.

A des fins pédagogiques, le référent déontologue des élus locaux transmet un rapport annuel anonymisé de l'ensemble des saisines et des réponses apportées.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide de bénéficier de la prestation mutualisée du CDG24 concernant la désignation du référent déontologue des élus et autorise le maire à signer toute pièce et acte se rapportant à ce dossier.

Délibération pour renouveler la convention de missions temporaires avec le CDG24

Vu le Code général de la fonction publique, notamment son article L452-44,

Considérant la possibilité en cas de besoin d'avoir recours à du personnel temporaire mis à disposition par le Centre de Gestion de la Dordogne pour assurer le remplacement d'agents momentanément indisponibles, des missions temporaires, en cas de vacance d'emploi qui ne peut être immédiatement pourvu ou en vue de les affecter à des missions permanentes à temps complet ou non complet ;

Considérant la nécessité de signer une convention dite «convention d'affectation à des missions temporaires» pour la mise en place de ces recrutements ;

Sur le rapport de Monsieur le Maire,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide d'autoriser Monsieur le maire à signer la convention d'affectation à des missions temporaires et de prévoir à cette fin une enveloppe de crédits au budget.

Délibération pour renouveler les membres de la commission de contrôle des listes électorales

Depuis le 1er janvier 2019, il a été mis en place d'un répertoire électoral unique tenu par l'INSEE. La liste électorale devient permanente et fait l'objet de modifications tout au long de l'année.

Le maire statue sur les demandes d'inscription et procède aux radiations. En cas de contestation, l'électeur peut former un recours administratif préalable. Son dossier est examiné à posteriori par la commission communale de contrôle.

La commission de contrôle est composée d'un conseiller municipal pris dans l'ordre du tableau (soit volontaire pour participer aux travaux de la commission, soit le plus jeune), d'un délégué de l'administration désigné par le préfet et d'un délégué désigné par le tribunal de grande instance.

Les membres de la commission de contrôle des listes électorales sont nommés pour une durée de trois ans. La dernière commission ayant été formée en 2020, il y a lieu de renouveler ses membres.

Le conseil municipal, après étude et en avoir délibéré,

- nomme comme le conseiller municipal : Titulaire : BRAGAGNOLO Gilberte - Suppléant : COSTELLA Jérémie
- propose comme délégué de l'administration : Titulaire : MONNIER Jean-François - Suppléant : ALEXIS Francis
- propose comme délégué du tribunal : Titulaire : MINEUR Jean-Bernard - Suppléant : BRAGAGNOLO Francis

Délibération actant la présentation du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'alimentation en eau potable du SMDE 24 pour l'exercice 2022

Monsieur Radin ayant assisté à la dernière réunion du SMDE24, indique que la qualité de l'eau est bonne. Le réseau, malgré tous les travaux entrepris, présente de nombreuses fuites sur la partie basse de la vallée.

Monsieur le Maire, conformément à l'article 3 du décret n° 95-635 du 6 mai 1995, présente pour l'exercice 2022, le rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'alimentation en eau potable adopté par le comité syndical du SMDE 24. Un exemplaire de ce rapport a été transmis aux communes adhérentes pour être présenté à leur conseil municipal dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice. Ce rapport est public et permet d'informer les usagers du service.

Le conseil municipal prend acte de cette présentation.

Révision des représentants au comité communal « feux de forêt »

La CCFF se définit par le rassemblement, sous l'autorité du Maire, de bénévoles volontaires d'une commune collaborant à la protection de la forêt contre les incendies. Ces bénévoles, qui ne sont pas forcément des élus, connaissent le territoire de la commune. Ils peuvent être agriculteurs, forestiers, chasseurs, randonneurs, cyclistes.... Il est conseillé de désigner, en fonction de la superficie forestière de la commune, entre 2 et 5 bénévoles.

Les personnes faisant partie du CCFF sont désignées par le Conseil Municipal à la suite de chaque élection. Cette désignation fait l'objet d'une délibération spécifique. Leurs coordonnées (nom, prénom, numéro de portable, mail et adresse postale) sont envoyées au syndicat avec la délibération.

La liste des coordonnées des CCFF est centralisée au SMO DFCI et transmise au Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS), aux Centres de secours (CIS) et au service de Gendarmerie.

Les missions essentielles des CCFF sont :

- l'information et de sensibilisation de la population et du grand public sur le risque feux de forêt
- l'appui et l'aide aux pompiers par :
 - la participation à la prévention des feux de forêt d'une manière générale
 - la participation aux manœuvres préventives
 - le guidage et l'assistance logistique aux pompiers.
 - la participation à la veille concernant le risque feux de forêt ainsi que la pénétrabilité des massifs forestiers (état des pistes, du débroussaillage,...)

Lors d'incendie, les membres de la CCFF doivent se mettre à disposition du responsable chargé de l'organisation de la lutte active et apporter leur concours sans se substituer au commandement qui relève des pompiers dans tous les cas de figure. En aucun cas les membres du CCFF ne participent directement à la lutte active contre les feux de forêt.

Pour ce faire, les membres des CCFF doivent être munis d'une carte de membre nominative et signée par le Président ou l'un des vice-présidents du SMO DFCI 24. Cette carte leur permet d'être identifié et de franchir les barrages de police autour de la zone de feu, pour se rendre au Poste de Commandement (PC) où une chasuble spécifique de couleur verte leur sera remise. A la fin de l'incendie ils devront se rendre de nouveau au PC où leur carte leur sera restituée en l'échange de la remise de la chasuble préalablement prêtée.

Le conseil municipal, après étude et en avoir délibéré, désigne en qualité de bénévoles référents au Comité Communal Feux de forêt» de la commune de St Méard de Gurçon : Monsieur PIREZ Jean-Claude, Monsieur LEJAS Dominique, Monsieur NEBOUT Romain, Monsieur TEILLET Jean-Luc et Monsieur LEJAS Jean-Pierre.

Réfection de la toiture des garages des logements rue de Ste Foy

Monsieur le Maire rappelle qui y a lieu de refaire la toiture du bâtiment servant de garage aux logements communaux sis 178 et 178 bis rue de Ste Foy. Il donne lecture des différents devis reçus en mairie.

Le conseil municipal, après étude et en avoir délibéré :

- choisit l'entreprise artisanale VIGER Jeannick pour effectuer les travaux.
- autorise le Maire a signer le devis d'un montant de 5.721,80 €HT soit 6 716,98 €TTC.

Installation d'un pare-ballon au stade

Monsieur le Maire rappelle que la haie du stade entre le parking et le terrain de foot a été coupée. Afin de prévenir tout risque que le ballon aille sur la route et puisse provoquer un accident, il est nécessaire d'installer un pare-ballon. Il donne lecture des devis reçus en mairie.

Le conseil municipal, après étude et en avoir délibéré :

- choisit la société Tomelis qui propose la fourniture et la pose d'un pare-ballon tout en filet de 20 mètres linéaires sur 8 mètres de hauteur au prix de 6.610 €HT (soit 7.932,00 €TTC),
- autorise le Maire a signé toute pièce et acte se rapportant à ce dossier.

Dossier en cours :

- Travaux toilettes extérieures et accès PMR de l'école : il faut relancer l'architecte
- Rénovation de l'église : la toiture est en cours de découverte
- Adressage : finir la pose des panneaux

Divers :

Monsieur Radin indique qu'il va procéder à ses frais à des travaux de protection des tortues cystules qui sont présentes sur ses terrains aux Bonnins.

Fin de séance à 20 h 50.

Le Maire,

Cyril Barde

Fait à St Méard de Gurçon, le 8 septembre 2023
Le secrétaire de séance,

Benoît Radin

LISTE DES DÉLIBÉRATIONS PRISES LE 4 SEPTEMBRE 2023

- Délibération pour passage à la nomenclature budgétaire M57,
- Délibération pour convention d'adhésion à la mission de médiation préalable obligatoire avec le CDG16,
- Délibération pour confier au CDG 24 la mission de signalement et de traitement des actes de violence, discrimination, harcèlement et agissements sexistes,
- Délibération pour confier au CDG24 la mission de référent déontologue des élus locaux,
- Délibération pour renouveler la convention de missions temporaires avec le CDG24,
- Délibération pour renouveler les membres de la commission de contrôle des listes électorales
- Délibération actant la présentation du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'alimentation en eau potable du SMDE 24 pour l'exercice 2022,
- Délibération nommant les représentants au comité communal « feux de forêt »,
- Délibération pour les travaux de réfection de la toiture des garages des logements rue de Ste Foy,
- Délibération pour l'installation d'un pare-ballon au stade,